02B 14083

# COFITEX

**Société A Responsabilité Limité au Capital de 18.500 Euros**

**Siège Social : 23/25, Rue J.J. Rousseau – ABC Live - 75001 PARIS**

**339 360 554 RCS PARIS**

Greffe du Tribunal de
Commerce de Paris
23 SEP. 2002
18435
N° de dépôt :

# STATUTS

**A jour au 25 Février 2002**

**Article 1 - Forme**

Il a été formé entre les propriétaires des parts ci-après désignés et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée régie par les lois en vigueur, notamment par les articles L.223-1 à L. 223-43 du Code de Commerce, ainsi que par les présents statuts.

**Article 2 - Objet**

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- La réorganisation, conception, maîtrise d'oeuvre pour blanchisseries privées de collectivités et hospitalières.
- La formation du personnel et les expertises dans les domaines de l'entretien des textiles et de la blanchisserie.
- L'assistance technique et la gestion pour les blanchisseries publiques et privées
- Toutes activités directement ou indirectement rattachées à cet objet social.
- Toutes opérations financières ou immobilières pour la participation à des affaires de blanchisseries ou autres.

Ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement à l'objet social et tous objets similaires ou connexes, la participation de la société par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances, ou associations susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

**Article 3 - Dénomination sociale**

Sa dénomination est : **COFITEX**

**Article 4 - Siège social**

Le siège social est fixé : **23/25, Rue J.J. Rousseau – ABC Live - 75001 Paris**

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville ou d'un département limitrophe, par simple décision de la gérance qui dans ce cas, est autorisé à modifier les statuts en conséquence, et partout ailleurs par décision collective des associés. »

**Article 5 - Durée**

La société prendra fin 27 Novembre 2085, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

**Article 6 - Apports**

1) Lors de sa constitution, il a été apporté à la société la somme de 50.000 francs en numéraire.

2) Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 Décembre 1999, le capital social a été augmenté de 71.352,04 francs, par incoporation de réserves et de bénéfices reportés à nouveau, pour être porté à 121.352,04 francs puis a été converti en euros.

   Les apports ressortent à 18.500 Euros.

**Article 7 - Capital social**

Le capital social est fixé à 18.500 Euros, divisé en 500 parts sociales de 37 Euros chacune, entièrement libérées et réparties ainsi qu'il suit entre les associés :

- A Monsieur Bernard LE FALHER à concurrence de 250 parts
- A la Société LS Développement à concurrence de 250 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social, soit CINQ CENTS PARTS parts, ci 500 parts »

**Article 8 - Droits des associés aux bénéfices**

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs parts pour exercer un droit quelconque, les droits sociaux isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent aucun droit à leurs propriétaires contre la société, les associés ayant à faire, dans ce cas, leur affaire personnelle du groupement du nombre de parts nécessaires.

**Article 9 - Cession et transmission des parts sociales**

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société, qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code civil.

Toutefois la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.
Les parts ne sont cessibles entre conjoints, ascendants ou descendants que dans les conditions prévues ci-après : le cédant portera le projet de cession à la connaissance des associés par lettre recommandée avec accusé de réception en laissant à ces derniers un délai d'un mois destiné à leur permettre d'apprécier les motifs de la cession préalablement à la signature de l'acte la constatant ; la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales pourra s'opposer au projet de cession si les motifs n'en sont pas justifiés ; l'opposition sera notifiée au cédant et au cessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai maximum de huit jours suivant l'expiration du délai de réflexion d'un mois ci-dessus

Le délai expiré, l'opposition ne sera plus possible et la cession sera considérée comme acceptée tacitement par tous les associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de fonds communs, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui réalise l'acquisition.

Cette qualité est également reconnue pour la moitié des parts souscrites ou acquises au conjoint qui notifie à la société son intention d'être personnellement associé. Si cette notification a lieu lors de l'acquisition ou de l'apport, l'acceptation de l'agrément des associés vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à l'apport ou l'acquisition, l'agrément du conjoint par les associés sera soumis aux dispositions de l'alinéa 3 du présent article.

Lors de la délibération sur l'agrément ou l'acceptation, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Si le conjoint n'est pas agréé par les autres associés, l'époux demeure associé pour la totalité des parts concernées.

La société n'est pas dissoute par le décès de l'un des associés, son incapacité, son interdiction, sa faillite ou sa déconfiture. En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers ou représentants de l'associé décédé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier tant pour les décisions collectives ordinaires que pour les décisions collectives extraordinaires, sauf notification contraire et conjointe signifiée à la Société.

**Article 10 - Nantissement de parts sociales**

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts natures selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du Code civil, à moins que la société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

**Article 11 - Nomination de la gérance**

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés, sans ou avec limitation de la durée de leur mandat Dans ce dernier cas, le ou les gérants sont rééligibles. Les gérants autres que les gérants statutaires sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social.

**Article 12 - Pouvoirs de la gérance**

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet a l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent sous leur responsabilité constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

**Article 13 – Cessation de fonctions – décès**

1/ Tout Gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

2/ En cas de cessation de fonctions par l'un des Gérants pour un motif quelconque, la Gérance reste assurée par le ou les autres Gérants. Si le Gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres Gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues à l'article 16 ci-après.

3/ Le décès d'un gérant n'entraîne pas la dissolution de la société.
En cas de décès, la gérance sera exercée par le ou les gérants survivants, mais tout associé pourra provoquer une décision collective des associés à l'effet de nommer un nouveau gérant.
En cas de décès d'un gérant resté seul en fonction, les associés auront un délai de trois mois, soit pour provoquer une décision collective des associés à l'effet de nommer un nouveau gérant, et ce à la diligence d'un des associés associés et aux conditions de majorité prévues à l'article 16 ci-après, soit pour transformer la société en société de toute autre forme, soit encore pour prononcer la dissolution anticipée de la société. Passé ce délai, tout associé pourra faire prononcer judiciairement la dissolution de la société.

Durant la période intérimaire, les mandataires du gérant décédé, en fonction au jour de son décès, continueront à exercer leurs pouvoirs pour assurer la gestion de la société, sauf décision contraire de la collectivité des associés. A défaut, les associés désigneront un gérant provisoire, associé ou non.
L'incapacité légale d'un gérant ou son incapacité physique absolue le mettant dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, est assimilée au cas de décès et entraîne en conséquence la cessation de ses fonctions qui doit être constatée par décision ordinaire des associés et régulièrement publiée.

**Article 14 – Commissaires aux comptes**

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés si les seuils fixés par la loi sont franchis. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi. Les Commissaires aux Comptes sont désignés pour six exercices.

**Article 15 - Décisions collectives**

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée. Toutes les autres décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, soit en assemblée, soit par voie de consultation écrite des associé, ou pourront résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte,

**Article 16 - Participation des associés aux décisions collectives**

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives, et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

**Article 17 - Modifications des statuts**

Les modifications des statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

En aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

**Article 18 - Assemblées générales**

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Dans les assemblées, ou lors des consultations écrites, autres que celles ayant pour objet de modifier les statuts ou d'autoriser les cessions de parts à des tiers étrangers à la société, les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants représentés, sauf s'il s'agit de statuer sur la révocation du ou des gérants qui nécessite toujours la majorité des parts sociales.

**Article 19 - Consultations écrites**

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultations écrites des associés à l'initiative des gérants on de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport de gestion ainsi que, le cas échéant, celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

# CESSIONS DE PARTS SOCIALES

Visé pour timbre et enregistré à la recette des Bambousillat le 28 FEV. 2002
N° 41 Bord 103/3
Droits du timbre 5H X H ex
Droits d'enregt. Quatre mille neuf cent deux euros et soixante douze centimes
L'Inspecteur
Mme Colette L...
Agent des Impôts

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- **Madame Madeleine BLANC,**
  Née le 12 Janvier 1939 à REOTIER (05600),
  Demeurant Quartier de Thuyre – 26190 St Jean en Royans,
  De nationalité Française,
  Divorcée.

- **Madame Odile WACH,**
  Née le 30 Juillet 1950 à BARR (67170),
  Demeurant 5 Rue Pétau de Maulette 78490 Montfort L'Amaury
  De nationalité Française,
  Mariée sous le régime de la séparation de biens.

ci-après dénommés « **les Cédants** » D'une part

ET

- **Monsieur Bernard LE FALHER,**
  Né le 11 Juillet 1964 à Vannes (56),
  Demeurant 13, rue du Colonel Fabien à ARCUEIL (94110)
  De nationalité Française,
  Marié sous le régime de la séparation de biens.

- **La Société LS Développement,**
  Société A Responsabilité Limitée au capital de 8.000 Euros,
  Dont le siège social est situé 7, Rue Sainte Hélène 75013 Paris,
  Immatriculée au RCS de Paris sous le N° 437 809 742,
  Représentée par son Gérant, Monsieur Luc SITTER,

ci-après dénommés « **les Cessionnaires** » D'autre part

**Il a été préalablement exposé ce qui suit:**

## EXPOSE

1) Par acte sous seing privé en date du 25 Septembre 1986, à OBERNAI, enregistré à MOLSHEIM le 2 Octobre 1986, Bordereau 434/10 ext.3085, déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de SAVERNE le 17 Novembre 1986, il existe une Société A Responsabilité Limitée, dénommée COFITEX, dont le siège social actuel est situé 46, Rue de Mercantour 78310 MAUREPAS.
   Le capital social de la Société COFITEX est de 18.500 Euros, divisé en 500 parts de 37 Euros chacune, entièrement libérées.
   Elle a été immatriculée au RCS de VERSAILLES sous le numéro 339 360 554.
2) Elle a pour objet principal :
   - La réorganisation, conception, maîtrise d'oeuvre pour blanchisseries privées de collectivités et hospitalières.
   - La formation du personnel et les expertises dans les domaines de l'entretien des textiles et de la blanchisserie.
   - L'assistance technique et la gestion pour les blanchisseries publiques et privées
   - Toutes activités directement ou indirectement rattachées à cet objet social.
   - Toutes opérations financières ou immobilières pour la participation à des affaires de blanchisseries ou autres.

NB LS OM

3) Mesdames Odile WACH et Madeleine BLANC, possèdent respectivement 130 et 370 parts sociales de la société COFITEX qui leur ont été attribuées en rémunération de leur apport ou suite à cessions de parts.
4) Aux termes de l'article 10 de statuts, les cessions de parts à un tiers non associés doivent être agréées par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés.

**Ceci exposé, il est déclaré et convenu ce qui suit**

## CESSIONS

### I - DECLARATIONS DES CEDANTS :

- Les Cédant déclarent que les parts cédées ont le caractère de biens propres, et qu'elles disposent de la pleine capacité juridique d'aliéner ;
- Les Cédants déclarent en outre :
  - que les parts sociales cédées sont libres de tous nantissements et de tous droits quelconques.
  - qu'il n'existe, de leur chef, aucune restriction d'ordre l'égal ou contractuel à la libre disposition de celles ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies.
  - que la société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaire.

### II - CESSION DES PARTS SOCIALES

Par les présentes, les Cédants cèdent et transportent, sous les garanties ordinaires de fait et de droit aux Cessionnaires qui acceptent, CINQ CENTS (500) parts sociales de la Société COFITEX qui leur appartiennent avec tous les droits et obligations y attachés, à savoir :

- 130 parts sociales de Madame Odile WACH à Monsieur Bernard LE FALHER,
- 120 parts sociales de Madame Madeleine BLANC à Monsieur Bernard LE FALHER,
- 250 parts sociales de Madame Madeleine BLANC à la Société LS Développement.

Les Cessionnaires seront propriétaires des parts cédées à compter de ce jour.
Les Cessionnaires auront seuls droit à la fraction des bénéfices de l'exercice en cours qui sera attribuée auxdites parts. Ils seront subrogés dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées à compter du même jour
Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre et leur propriété résulte seulement des statuts et des actes qui ont pu les modifier.
Les Cessionnaires reconnaissent avoir pris connaissance des statuts sociaux, de toutes résolutions prises et de tous procès-verbaux dressés à ce jour par les assemblées des associés et les acceptent.

### IV - PRIX

Les présentes cessions sont consenties et acceptées moyennant le prix de 204,28 Euros (deux cent quatre euros et vingt huit cents) par part cédée, soit un total de CENT DEUX MILLE CENT QUARANTE (102.140) EUROS, à savoir :

- par Monsieur Bernard LE FALHER pour un montant total de VINGT SIX MILLE CINQ CENT CINQUANTE SIX EUROS ET QUARANTE CENTS (26.556,40) EUROS au profit de Madame Odile WACH.
- par Monsieur Bernard LE FALHER pour un montant total de VINGT QUATRE MILLE CINQ CENT TREIZE EUROS ET SOIXANTE CENTS (24.513,60) EUROS au profit de Madame Madeleine BLANC.
- par la Société LS Développement pour un montant total de CINQUANTE ET UN MILLE SOIXANTE DIX (51.070) EUROS au profit de Madame Madeleine BLANC.

MB LS
OW

Ledit prix a été payé comptant à hauteur de 30.490 euros, soit
– 7.927,40 Euros au profit de Madame Odile WACH par Monsieur Bernard LE FALHER,
– 7.317,60 Euros au profit de Madame Madeleine BLANC par Monsieur Bernard LE FALHER,
– 15.245,00 Euros au profit de Madame Madeleine BLANC par la Société LS Développement,

ce jour, par chèques par les Cessionnaires aux Cédants qui le reconnaissent et leur en consentent bonne et valable quittance,

Dont quittance sous réserve d'encaissement des chèques

Un deuxième paiement interviendra le 31 Décembre 2002 à hauteur de 41.160 EUROS, sous les conditions visées au paragraphe « Garantie d'Actif et de passif », se répartissant comme suit :
– 10.701,60 Euros au profit de Madame Odile WACH dus par Monsieur Bernard LE FALHER,
– 9.878,40 Euros au profit de Madame Madeleine BLANC dus par Monsieur Bernard LE FALHER,
– 20.580 00 Euros au profit de Madame Madeleine BLANC dus par la Société LS Développement,

Le solde à hauteur de 30.490 euros, se répartissant comme suit :
– 7.927,40 Euros au profit de Madame Odile WACH par Monsieur Bernard LE FALHER,
– 7.317,60 Euros au profit de Madame Madeleine BLANC par Monsieur Bernard LE FALHER,
– 15.245,00 Euros au profit de Madame Madeleine BLANC par la Société LS Développement,

sera payable au plus tard le 30 Juin 2003, sous les conditions visées au paragraphe « Garantie d'Actif et de passif ».

## V - AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article 10 des statuts de la Société COFITEX, les présentes cessions ont été autorisées par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 Janvier 2002, Monsieur Bernard LE FALHER et la Société LS Développement ayant été agréés en qualité de nouveaux associés.

## VI - DECLARATIONS FISCALES

Pour la perception des droits d'enregistrement, les Cédants déclarent que la société COFITEX est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts, objets des présentes cessions, ont été créées en vue de rémunérer les apports en numéraire effectués à la société. Ils déclarent également que les parts cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers
Ils déclarent, en outre, que la présente cession n'entraîne pas de dissolution de la société et qu'elle n'entre pas dans le champ d'application de l'article 1655 ter du code général des impôts.

## VII - FORMALITES

La présente cession sera signifiée à la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre la remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

## VIII - GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF

Par la présente les Cédants donnent aux Cessionnaires, les garanties suivantes, étant précisé que la situation de référence pour la mise en jeu de la présente garantie sera les comptes sociaux de la Société COFITEX arrêtés au 31 Décembre 2001.

Ces comptes sociaux (bilan, compte de résultat, annexes) ont été arrêtés par l'expert comptable de la Société, le Cabinet AGEX et sont annexés aux présentes dans leur intégralité pour être visés par les Cédants et les Cessionnaires.

## 1) DECLARATIONS ET GARANTIE DE LEUR EXACTITUDE :

Les Cédants font les déclarations suivantes et en garantissent l'exactitude à la date de ce jour. Ces garanties sont considérées comme essentielles pour les Cessionnaires et sans lesquelles ils n'auraient pas contracté. Ces garanties sont consenties en sus de celles prévues aux articles 1641 et suivants du code civil.

### a. Situation Juridique :

. La constitution de la société est régulière et tous les actes modificatifs intervenus ont été régulièrement effectués, toutes les formalités légales régulièrement accomplies,
. La société ne fait l'objet d'aucune demande en nullité ou dissolution, d'une procédure de redressement, liquidation judiciaire ou d'une procédure équivalente. Elle n'est pas en état de cessation des paiements, il n'existe aucune situation pouvant permettre à un tiers de réclamer la dissolution ou la liquidation de la Société COFITEX.

### b. États financiers et situation fiscale :

La Société COFITEX est à jour des déclarations fiscales et sociales. Elle est à jour dans le paiement de tous les droits, taxes et impôts directs ou indirects ainsi que des intérêts pénalités éventuels dont elle pourrait être redevable.
Les comptes servant de référence au 31 Décembre 2001 ont été préparés conformément à la réglementation comptable applicable en France et appliqués sur une base constante. Ils sont sincères et complets et retracent fidèlement la situation de la Société COFITEX ainsi que les résultats de son activité pour la période qu'ils couvrent.

### c. Salariés :

La Société COFITEX ne s'est pas engagée envers ses salariés ou dirigeants à verser des indemnités de rupture, de retraite ou de fin d'emploi ou à participer à des plans ou à des fonds de retraite ou de fin d'emploi ou d'assurance vie ou à en créer, ou à faire participer ses salariés ou ses dirigeants à leurs bénéfices, si ce n'est dans le cadre des obligations légales auxquelles elle est soumise.
La société COFITEX n'a pas contracté d'engagement ni n'est tenue par aucune obligation envers un membre de son ancien personnel ou de ses ayants-droit, notamment à titre de pension ou de retraite complémentaire.

### Déclaration de sincérité

Ni la présente convention, ni aucune de ces annexes, ni aucun décompte, ni aucun autre document écrit fourni aux Cessionnaires par les Cédants, pour la Société COFITEX, ne contient, à la connaissance des Cédants, de déclaration inexacte ou erronée portant sur un fait important, ni n'omet de déclarer de fait important nécessaire pour que les déclarations contenues aux présentes ou à ses annexes ne présentent un caractère trompeur.
Les Cédants n'ont connaissance d'aucun fait de nature à affecter de façon importante et défavorable les activités, les actifs ou la situation financière de la Société COFITEX qui n'ait été exposé ou identifié dans la présente convention ou dans ses annexes.

## 2) MODALITES D'INDEMNISATION

Les Cédants s'engagent à dédommager les Cessionnaires, à première demande, de tous préjudices que ces derniers pourraient subir, dans les conditions déterminées ci-après :

### a. Etendue de la garantie :

- la totalité des biens, droits et valeurs portés à l'actif de la situation de la société au 31 Décembre 2001 font bien réellement partie, pour les sommes indiquées, du patrimoine de la Société à cette même date et que leur valeur réelle à cette même date n'est pas inférieure à la valeur nette comptable figurant à l'actif de cette situation.
- Tout passif non provisionné ou non inscrit en tout ou en partie, à la situation de la société COFITEX au 31 Décembre 2001, mais existant antérieurement à cette date, ou tout passif ayant une cause antérieure à

cette date et qui se révélerait ultérieurement sera, conformément aux conditions et modalités prévues au présent article ainsi qu'à l'article ci-dessous, à la charge des Cédants.
Il en sera de même de tous les engagements non mentionnés au pied de la situation, ou mentionnés pour une valeur inférieure au montant réel de l'engagement si le fait générateur de cet engagement est antérieur à la date de signature des présentes.
- Il sera tenu compte des incidences fiscales qu'auront pour le Société COFITEX tout passif supplémentaire ayant pour origine ou pour cause des antérieurs à la date de du 31 Décembre 2001 qui si ce passif nouveau est fiscalement déductible, ledit supplément de passif ne sera retenu que sous déduction de l'économie d'impôt sur les sociétés en résultant par application du taux en vigueur pour l'exercice considéré, et il en sera de même pour les créances non recouvrées passées en compte de résultat.

b. Mise en oeuvre de la garantie :
La responsabilité des Cédants ne pourra être engagée, sous peine de déchéance de ladite garantie, qu'à la condition :

- que les Cédants aient été avisés par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou d'une lettre remise en mains propres contre décharge dans les 15 jours de la date à laquelle la Société aura eu connaissance de la survenance de tout événement susceptible de mettre en oeuvre les présentes garanties, et notamment, avis de vérification en matière fiscale ou sociale, le non retrait de la lettre recommandée avec accusé de réception n'étant pas opposable aux Cessionnaires,
- que les Cédants soient admis à désigner, s'ils le désirent et à leurs frais, un mandataire chargé de suivre la discussion et l'instance éventuelle concurremment avec les représentants de la Société, ainsi qu'à rechercher dans la comptabilité les accroissements d'actif ou les diminutions de passif qui pourraient venir réduire le montant net de la garantie ;
- Si le mandataire des Cédants estime, contre l'avis des Cessionnaires, qu'il est nécessaire de diligenter une procédure, comme dans le cas où les Cessionnaires sont actionnés devant quelque juridiction ou organisme que ce soit, et se trouve ainsi amené à assurer leur défense, le coût de la procédure, de tous frais annexes ou s'y rapportant et de tout conseil intervenant pour le compte des Cessionnaires ou de la société, seront considérés comme un passif non déclaré, pris en charge par les Cédants sauf issue favorable de l'instance en cause.

En toute hypothèse, le mandataire des Cédants devra avoir fait parvenir son avis écrit aux Cessionnaires au moins dix jours avant l'expiration de tous délais utiles pour répondre notamment à toutes demandes, réclamations, assignations ou mises en demeure quelconques. A défaut, les Cédants seront présumé avoir acquiescé à la demande et les sommes résultant de ladite demande seront immédiatement considérées comme dues à la Société pour l'application des présentes clauses de garantie, dès lors qu'elles seront devenues exigibles à son égard.

c. Durée de la garantie :
Les garanties et autres déclarations énoncées dans la présente garantie d'actif et de passif sont consenties pour une durée commençant à courir au jour de la signature des présentes, jusqu'au 31/12/2004.
Il est expressément convenu que la mise en jeu de la présente garantie pourra être demandée par les Cessionnaires jusqu'au dernier jour du délai approprié visé ci-dessus, et ce quand bien même les sommes éventuellement dues ne seraient pas connues ou déterminables le dernier jour dudit délai.

d. Exécution des garanties :
Il est expressément convenu qu'en cas d'apparition d'un passif imprévu non comptabilisé, ni provisionné ou insuffisamment provisionné, de même qu'en cas de diminution d'un élément d'actif dans le bilan de référence au 31 Décembre 2001 ayant son origine avant le 1er Janvier 2002, les Cédants paieront au Cessionnaires une somme égale au montant dudit passif ou de ladite diminution d'actif supportée par la Société ainsi qu'éventuellement le montant des amendes, frais, dépenses quelconques encourus par les Cessionnaires ou la Société, y compris tous frais et honoraires de conseils et de justice le cas échéant.

Il est toutefois convenu entre les parties que les garanties prévues ne joueront qu'au delà d'un seuil de 4.500 euros, ledit seuil étant apprécié globalement et pour l'ensemble des cas dans lesquels ces garanties pourront être mises en oeuvre.

MB LS
DW

Dans le cas où le montant des sommes dues au titre de cette garantie n'excéderait pas le seuil ci-dessus, les Cédants ne seront redevables d'aucune somme aux Cessionnaires.

Au delà de ce seuil, les garanties consenties seront exécutées euro pour euro dans la limite d'un montant global plafonné à QURANTE MILLE (40.000) euros.
Il ne sera tenu compte que des incidences que ce passif nouveau et/ou cette diminution d'actif pourrait avoir sur la détermination du bénéfice imposable de la Société et la garantie ne portera que sur le supplément de passif net et définitif à la charge de la Société.
Les soussignés seront tenus de reverser les sommes ainsi dues entre les mains des Cessionnaires, ladite garantie s'analysant en une diminution du prix des parts sociales.

- la présente garantie sera exécutoire dès l'instant où la Société sera tenue au paiement du passif supplémentaire et nonobstant toute procédure de défense.
- Le reversement devra être effectué dans un délai de quinze jours à compter de la notification faite au Cédants, sauf accord exprès des Cessionnaires pour la prolongation dudit délai, et ce, que la clause d'arbitrage stipulée ci-après soit mise en jeu ou non.

e. garantie de la garantie :
En garantie de la bonne exécution de la présente garantie d'actif et de passif, les Cédants autorisent les Cessionnaires à imputer, sur le solde du prix des parts sociales restant dû, les sommes qui seraient dues au titre de la présente garantie, et ce conformément à la procédure visée ci-dessus.

## X- CLAUSE DE CONCILIATION

En cas de litige découlant de la présente convention, les parties s'obligent à rechercher, avant toute poursuite judiciaire ou procédure d'arbitrage, une solution de conciliation amiable selon les modalités ci-après définies.
La partie la plus diligente et qui s'estimerait lésée par le non-respect d'une disposition contractuelle devra signifier à l'autre partie, par exploit d'huissier, son intention de mettre en œuvre une procédure de conciliation préalable. Elle exposera ses griefs et revendications dans l'acte à signifier.
La signification fera courir un délai maximum de trois mois au cours duquel les deux conciliateurs désignés, devront s'être rapprochés pour rechercher, puis proposer une solution amiable.
Chaque partie informera l'autre partie de l'identité du conciliateur qu'elle aura choisi et qui aura accepté la mission. Cette information sera communiquée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 15 jours à compter de l'acte d'huissier notifiant le recours à la présente clause.
Si, à l'expiration du délai de trois mois qui a commencé à courir à compter de la signification ci-dessus, aucun accord amiable et constaté par écrit n'a pu intervenir, la partie la plus diligente qui justifiera de son intérêt à agir, pourra alors déclencher la procédure d'arbitrage visée ci-après .
Dans ce cas, les Tribunaux de Paris seront les seuls compétents.

## XI - CLAUSE D'ARBITRAGE

En cas d'échec de la clause de conciliation le différend découlant du présent contrat sera tranché définitivement par voie d'arbitrage selon les modalités suivantes.

Chacune des parties désignera son arbitre.
Si après la désignation de son arbitre par le demandeur et la notification qui en sera faite au défendeur par lettre recommandée avec accusé de réception, ce dernier ne désigne pas un arbitre dans la quinzaine qui suit, cette désignation sera faite par Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Paris statuant par ordonnance de référé.

Les arbitres ainsi désignés désigneront un troisième arbitre. A défaut de désignation par eux dans la quinzaine de leur désignation, ce troisième arbitre sera nommé par Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Paris à la requête de la partie contractante la plus diligente.

Les trois arbitres devront statuer dans un délai d'un mois à compter du jour où ils se réuniront pour dresser un procès-verbal d'acceptation de mission. Ils pourront ordonner toutes mesures d'instruction et procéder à toutes auditions de "sachants", étant précisé que les délais pour rendre la sentence seront

automatiquement prolongés du délai nécessaire à l'exécution des mesures d'instruction qui pourront être ordonnées, la sentence devant cependant être rendue dans les six mois de leur saisine.
Le Tribunal arbitral statuera à la majorité de ses membres.

Le Tribunal arbitral statuera en qualité d'amiable compositeur et ne sera pas tenu de suivre les délais et les formes établis par les Tribunaux. La sentence sera rendue en dernier ressort et les parties renoncent, par conséquent, à attaquer cette sentence par voie d'appel, de pourvoi en Cassation, de requête civile ou autrement.

La sentence sera communiquée aux parties par lettre recommandée avec accusé de réception dans les huit jours de son prononcé.

En cas de décès, départ ou empêchement quelconque de l'un des arbitres désignés par les parties ou par Monsieur le Président du Tribunal de commerce de Paris, il sera, dans le délai de quinze jours à compter du jour où la connaissance de ce fait aura été donnée, pourvu à son remplacement, soit par celle des parties qui l'avait précédemment désigné, ou à défaut par elle de le faire dans les quinze jours de la connaissance dudit événement, par Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Paris statuant en référé sur requête de la partie la plus diligente au cas où l'arbitre qu'il s'agit de remplacer avait été nommé par requête dudit Président.
En cas de remplacement de l'un des arbitres, le délai prévu pour rendre la sentence sera prolongé d'un mois.
Les frais de dépôt et d'enregistrement éventuels de la sentence sont mis à la charge de la partie qui aura rendu le dépôt nécessaire.

Outre la décision sur le fond, la sentence arbitrale liquide les frais de l'arbitrage, y compris les honoraires. Elle en impute la charge à la partie qui succombe, ou, dans le cas où aucune des parties ne succomberait entièrement, elle décide dans quelle proportion ces frais et honoraires sont partagés entre les parties contractantes.

## XII - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective ci-avant énoncées.

## XIII - FRAIS

Les frais et droits d'enregistrement de la présente cession et tous les frais qui en seront la conséquence seront supportés par les Cessionnaires, qui s'y obligent dans son intégralité, à l'exception des frais et honoraires relatifs à la modification des statuts qui sont pris en charge par la société.

**Fait à** Marnolas
**Le** ...20...Janvier..... **2002**
**En 7 exemplaires originaux**

**Madame Odile WACH**
« Bon pour cession de CENT TRENTE parts sociales »
Bon pour cession de cent trente parts sociales

**Monsieur Bernard LE FALHER**
« Bon pour acquisition de DEUX CENT CINQUANTE parts sociales »
Bon pour acquisition de Deux cent cinquantes Parts Sociales
MB

**Madame Madeleine BLANC**
« Bon pour cession de TROIS CENT SOIXANTE DIX parts sociales »
Bon pour Cession de Trois Cent Soixante et dix parts Sociales

**Pour LS Développement**
**Monsieur Luc SITTER**
« Bon pour acquisition de DEUX CENT CINQUANTE parts sociales »
Bon pour acquisition de DEUX CENT CINQUANTE parts sociales

AGEX
Société d'Expertise Comptable

Membre de l'Ordre
des Experts Comptables

# *SARL COFITEX*

## ETATS DE SYNTHESE AU 31 DECEMBRE 2001

Siège social : Centre Commercial Chamfleury
78960 VOISINS LE BRETONNEUX
Tél. : 01 30 57 40 90 - Tél. international : (33) 1 30 57 40 90
Fax : 01 30 57 52 22 - Fax international : (33) 1 30 57 52 22
**Adresse postale : BP 1 - 78960 VOISINS LE BRETONNEUX**
**Site web : www.agex.fr**

SARL au capital de 250 000 € - RCS Versailles B 381 574 458 - Code APE/NAF 741C

11/02/2002

# BILAN ACTIF



FRANC

| | Brut | Amortiss. provisions | Net au 31/12/01 | Net au 31/12/00 |
|---|---|---|---|---|
| *** ACTIF IMMOBILISE** | | | | |
| **Immobil. incorporelles** | | | | |
| Concessions,brevets | 10 885 | 10 885 | | |
| **Immobil. corporelles** | | | | |
| Terrains | | | | 20 000 |
| Constructions | | | | 270 771 |
| Autres immobilisations corp. | 27 396 | 20 066 | 7 330 | 51 568 |
| **Immobil. financières** | | | | |
| **Total** | 38 281 | 30 951 | 7 330 | 342 340 |
| *** ACTIF CIRCULANT** | | | | |
| **Stocks** | | | | |
| **Créances** | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 570 135 | | 570 135 | 875 631 |
| Fournisseurs débiteurs | 1 196 | | 1 196 | |
| Etat impôts sur bénéfices | 21 000 | | 21 000 | |
| Etat taxes sur chif.affair. | 16 269 | | 16 269 | 19 397 |
| Autres créances | 100 000 | | 100 000 | 906 |
| **Divers** | | | | |
| Avances & acptes versés s/com | | | | 60 000 |
| Valeurs mobilières de placem. | | | | 245 811 |
| Disponibilités | 468 049 | | 468 049 | 58 983 |
| Charges constatées d'avance | 4 | | 4 | 3 532 |
| **Total** | 1 176 654 | | 1 176 654 | 1 264 265 |
| *** COMPTES DE REGULARISATION** | | | | |
| **Total** | | | | |
| **T O T A L A C T I F** | | | 1 183 985 | 1 606 603 |

11/02/2002

# BILAN PASSIF



FRANC

| | Net au 31/12/01 | Net au 31/12/00 |
|---|---|---|
| *** CAPITAUX PROPRES** | | |
| Capital social ou individ. | 121 352 | 121 352 |
| Réserve légale | 6 045 | 5 277 |
| Autres réserves | 624 586 | 624 586 |
| Report à nouveau | 19 834 | 5 247 |
| **Résultat exercice** | -297 320 | 15 355 |
| **Total** | 476 497 | 771 817 |
| *** AUTRES FONDS PROPRES** | | |
| **Total** | | |
| *** PROV./ RISQUES ET CHARGES** | | |
| Provisions pour charges | | 3 203 |
| **Total** | | 3 203 |
| *** DETTES** | | |
| .Découvert,concours bancaires | 635 | 239 |
| Dettes fournisseurs/cpts rat. | 33 607 | 243 582 |
| .Personnel | 362 088 | 8 430 |
| .Organismes sociaux | 141 171 | 119 018 |
| .Etat impôts sur bénéfices | | 284 770 |
| .Etat taxes sur chif. affair. | 116 258 | 142 392 |
| .Autres dettes fiscal.& soc. | 16 907 | 16 486 |
| Autres dettes | 38 818 | 16 663 |
| **Total** | 709 487 | 834 582 |
| *** COMPTES DE REGULARISATION** | | |
| **TOTAL PASSIF** | 1 193 985 | 1 606 603 |

# DETAIL BILAN ACTIF

| | Brut | Amortiss. provisions | Net au 31/12/01 | Net au 31/12/00 |
|---|---|---|---|---|
| *** ACTIF IMMOBILISE** | | | | |
| **Immobil. incorporelles** | | | | |
| 205000 CONCESSION/BREVETS | 10 885.00 | | | 10 885.00 |
| 280500 AMORT.CONCESSION/BREVETS | | 10 885.00 | | -10 885.00 |
| **Concessions,brevets** | **10 885.00** | **10 885.00** | | |
| **Immobil. corporelles** | | | | |
| 211000 TERRAINS | | | | 20 000.00 |
| **Terrains** | | | | **20 000.00** |
| 213100 CONSTRUCT.BATIMENTS | | | | 487 000.00 |
| 281310 AMORT.CONSTRUCTION | | | | -216 228.01 |
| **Constructions** | | | | **270 771.99** |
| 218100 AGENCEMENTS INSTAL. | | | | 189 739.93 |
| 218300 MAT.BUREAU &INFORMATIQUE | 27 396.39 | | | 82 395.39 |
| 218400 MOBILIER | | | | 33 366.32 |
| 218410 MOBILIER / CONSEIL | | | | 3 100.00 |
| 281810 AMORT.AGENC. INSTAL. | | | | -148 806.59 |
| 281830 AMORT MAT.BUREAU & INFOR | | 20 066.01 | | -71 760.72 |
| 281840 AMORT.MOBILIER | | | | -33 366.32 |
| 281841 AMORT. MOBILIER / CONSEIL | | | | -3 100.00 |
| **Autres immobilisations corp.** | **27 396.39** | **20 066.01** | **7 330.38** | **51 568.01** |
| **Immobil. financières** | | | | |
| **Total** | **38 281.39** | **30 951.01** | **7 330.38** | **342 340.00** |
| *** ACTIF CIRCULANT** | | | | |
| **Stocks** | | | | |
| **Créances** | | | | |
| 411000 CLIENTS | 570 135.55 | | | 760 494.91 |
| 418100 CLIENTS.FAC A ETABLIR | | | | 115 136.94 |
| **Clients et comptes rattachés** | **570 135.55** | | **570 135.55** | **875 631.85** |
| 409800 FOURNIS.AVOIR A RECEV. | 1 196.01 | | | |
| **Fournisseurs débiteurs** | **1 196.01** | | **1 196.01** | |
| 444000 IMPOT SOCIETES | 21 000.00 | | | |
| **Etat impôts sur bénéfices** | **21 000.00** | | **21 000.00** | |
| 445660 TVA DEDUCT.S/ACHATS&F.GX | 5 157.83 | | | 1 076.45 |
| 445661 TVA DED/AC.& F.G.MIXTE | 10 731.23 | | | 3 662.10 |
| 445860 TVA S/FACT NON PARVENUES | 379.94 | | | 14 659.34 |
| **Etat taxes sur chif.affair.** | **16 269.00** | | **16 269.00** | **19 397.89** |

.../...

11/02/2002

# DETAIL BILAN ACTIF



FRANC

| | Brut | Amortiss. provisions | Net au 31/12/01 | Net au 31/12/00 |
|---|---|---|---|---|
| 448700 ETAT PRODUITS A RECEVOIR | | | | 906.00 |
| 467100 CESSION IMMEUBLE | 100 000.01 | | | |
| **Autres créances** | **100 000.01** | | **100 000.01** | **906.00** |
| **Divers** | | | | |
| 409100 FOURNIS.ACPTE.COMMANDE | | | | 60 000.00 |
| **Avances & acptes versés s/com** | | | | **60 000.00** |
| 503000 VAL MOBILIERES PLACEMENT | | | | 245 811.52 |
| **Valeurs mobilières de placem.** | | | | **245 811.52** |
| 512030 CREDIT LYONNAIS | 468 049.39 | | | 58 983.88 |
| **Disponibilités** | **468 049.39** | | **468 049.39** | **58 983.88** |
| 486000 CHARGES CONSTATEES AVANCE | 4.91 | | | 3 532.07 |
| **Charges constatées d'avance** | **4.91** | | **4.91** | **3 532.07** |
| **Total** | 1176 054.97 | | 1176 054.97 | 1364 265.74 |
| *** COMPTES DE REGULARISATION** | | | | |
| **Total** | | | | |
| **T O T A L A C T I F** | | | 1183 955.25 | 1606 603.22 |

| | | Net au 31/12/01 | Net au 31/12/00 |
|---|---|---|---|
| | *** CAPITAUX PROPRES** | | |
| 101300 | CAPITAL APPELE VERSE | 121 352.04 | 121 352.04 |
| | **Capital social ou individ.** | **121 352.04** | **121 352.04** |
| 106110 | RESERVE LEGALE | 6 045.00 | 5 277.00 |
| | **Réserve légale** | **6 045.00** | **5 277.00** |
| 106800 | AUTRES RESERVES | 624 586.00 | 624 586.00 |
| | **Autres réserves** | **624 586.00** | **624 586.00** |
| 110000 | REPORT A NOUVEAU CREDITEU | 19 834.57 | 5 247.07 |
| | **Report à nouveau** | **19 834.57** | **5 247.07** |
| | **Résultat exercice** | **-297 320.45** | **153 250.50** |
| | **Total** | **474 497.56** | **773 817.69** |
| | *** AUTRES FONDS PROPRES** | | |
| | **Total** | | |
| | *** PROV./ RISQUES ET CHARGES** | | |
| 158200 | PROV./CH.SOC./CONG.PAYES | | 3 203.00 |
| | **Provisions pour charges** | | **3 203.00** |
| | **Total** | | **3 203.00** |
| | *** DETTES** | | |
| 518600 | INTERETS COURUS A PAYER | 635.43 | 239.20 |
| | **.Découvert,concours bancaires** | **635.43** | **239.20** |
| 401000 | FOURNISSEURS | 33 481.97 | 150 340.71 |
| 408100 | FOURNIS.FAC.NON.PARV | 125.76 | 93 241.97 |
| | **Dettes fournisseurs/cpts rat.** | **33 607.73** | **243 582.68** |
| 428200 | CONGES A PAYER | | 8 430.00 |
| 428600 | PERSONNEL CHARGE.A PAYER | 362 088.26 | |
| | **.Personnel** | **362 088.26** | **8 430.00** |
| 431000 | SECURITE SOCIALE | 98 052.48 | 73 455.00 |
| 437100 | CIRICA | 30 919.89 | 30 397.55 |
| 437200 | RESURCA | 5 226.34 | 4 663.00 |
| 437300 | ASSEDIC | 1 144.00 | 6 254.00 |
| 437900 | URRPIMMEC PREVOYANCE | 5 829.15 | 4 249.00 |
| | **.Organismes sociaux** | **141 171.86** | **119 018.55** |
| 444000 | IMPOT SOCIETES | | 284 770.00 |
| | **.Etat impôts sur bénéfices** | | **284 770.00** |

.../...

| | | Net au 31/12/01 | Net au 31/12/00 |
|---|---|---|---|
| 445510 | TVA A DECAISSER | 1 472.01 | 5 977.00 |
| 445710 | TVA COLLECTEE 20.6% | | 3 714.38 |
| 445711 | TVA COLLECTEE 19.6% | 114 786.33 | 113 832.43 |
| 445870 | TVA S/FACT A ETABLIR | | 18 868.59 |
| | **.Etat taxes sur chif. affair.** | **116 258.34** | **142 392.40** |
| 448600 | ETAT CHARGES A PAYER | 16 907.46 | 16 486.00 |
| | **.Autres dettes fiscal.& soc.** | **16 907.46** | **16 486.00** |
| 467000 | LE TEXTHYGRAPHE | 17 236.06 | |
| 467120 | MME MONTMORY FRAIS | | 418.74 |
| 467800 | COLLOMB Cl. FRAIS | 21 582.55 | 16 245.03 |
| | **Autres dettes** | **38 818.61** | **16 663.77** |
| | **Total** | 707 487.69 | 831 582.60 |
| | *** COMPTES DE REGULARISATION** | | |
| | **T O T A L P A S S I F** | 1 183 985.25 | 1 606 603.21 |

15/02/2002

# COMPTE DE RESULTAT



FRANC

| | du 01/01/01 au 31/12/01 | % C.A. | du 01/01/00 au 31/12/00 | % C.A. | Variation en valeur annuelle | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **PRODUITS** | | | | | | |
| Production vendue | 1 558 522 | 100.00 | 2 407 965 | 100.00 | -849 442 | -35 |
| Autres produits | 11 860 | 0.76 | 771 663 | 32.05 | -759 803 | -98 |
| **Total** | **1 570 383** | **100.76** | **3 179 629** | **132.05** | **-1 609 245** | **-50** |
| **CONSOMMATIONS M/SES & MAT** | | | | | | |
| Achats de marchandises | | | -54 | 0.00 | 54 | |
| Variation de stock(m/ses) | | | 14 000 | 0.58 | -14 000 | |
| Autres achats & charges ext. | 730 459 | 46.87 | 1 091 104 | 45.31 | -360 644 | -33 |
| **Total** | **730 459** | **46.87** | **1 105 049** | **45.89** | **-374 589** | **-33** |
| **MARGE SUR M/SES & MAT** | 839 923 | 53.89 | 2 074 579 | 86.15 | -1 234 656 | -59 |
| **CHARGES** | | | | | | |
| Impôts,taxes et vers. assim. | 77 905 | 5.00 | 91 956 | 3.82 | -14 051 | -15 |
| Salaires et traitements | 800 389 | 51.36 | 1 046 276 | 43.45 | -245 887 | -23 |
| Charges sociales | 289 232 | 18.56 | 393 414 | 16.34 | -104 181 | -26 |
| Amortissements et provisions | 22 132 | 1.42 | 40 302 | 1.67 | -18 169 | -45 |
| Autres charges | 10 | 0.00 | 752 | 0.03 | -742 | -98 |
| **Total** | **1 189 669** | **76.33** | **1 572 702** | **65.31** | **-383 032** | **-24** |
| **RESULTAT D'EXPLOITATION** | -349 746 | -22.46 | 501 877 | 20.84 | -851 623 | |
| Produits financiers | | | 6 771 | 0.28 | -6 771 | |
| Charges financières | 336 | 0.02 | 325 | 0.01 | 10 | 3 |
| **Résultat financier** | **-336** | **-0.02** | **6 446** | **0.27** | **-6 782** | |
| **RESULTAT COURANT** | -350 082 | -22.46 | 508 323 | 21.11 | -858 405 | |
| Produits exceptionnels | 770 742 | 49.45 | | | 770 742 | |
| Charges exceptionnelles | 707 480 | 45.39 | 492 967 | 20.47 | 214 512 | 43 |
| **Résult.exceptionnel** | **63 262** | **4.06** | **-492 967** | **-20.47** | **556 230** | |
| Impôts sur les bénéfices | 10 500 | 0.67 | | | 10 500 | |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | -297 320 | -19.08 | 15 355 | 0.64 | -311 675 | |
| | **Perte** | | **Bénéfice** | | | |

| | du 01/01/01 au 31/12/01 | % C.A | du 01/01/00 au 31/12/00 | % C.A | Variation en valeur annuelle |
|---|---|---|---|---|---|
| **PRODUITS** | | | | | |
| 706110 AUDIT CONSEIL 19.6% | 152 800.00 | 9 | 311 150.00 | 12 | -158 350.00 |
| 706112 AUDIT CONSEIL HORS C.E.E | | | 54 500.00 | 2 | -54 500.00 |
| 706120 FORMATION 19.6% | 76 450.00 | 4 | | | 76 450.00 |
| 706121 FORMATION EXO | 152 807.00 | 9 | 952 040.00 | 39 | -799 233.00 |
| 706140 ASSISTANCE TECHNIQUE 19.6 | 1 117 835.27 | 71 | 935 174.47 | 38 | 182 660.80 |
| 706141 ASSISTANCE TECHNIQUE 20.6 | | | -21 043.80 | | 21 043.80 |
| 706142 VENTE ISO 9002 | | | -90 000.00 | -3 | 90 000.00 |
| 706144 VENTE ISO 9002 A 19.6% | -20 259.00 | -1 | 165 145.00 | 6 | -185 404.00 |
| 706145 CONSEIL 19.6% | 66 889.63 | 4 | | | 66 889.63 |
| 706900 PRESTATIONS SERVICES EXPO | | | 71 000.00 | 2 | -71 000.00 |
| 708100 PROD ANNEXE 19.6% | 12 000.00 | | | | 12 000.00 |
| 708400 MISE DISPO/PERS/FACT.19.6 | | | 22 500.00 | | -22 500.00 |
| 708410 MISE DISPO/PERS/FACT.20.6 | | | 7 500.00 | | -7 500.00 |
| **Production vendue** | **1 558 522.90** | **100** | **2 407 965.67** | **100** | **-849 442.77** |
| 758000 PROFITS GESTION COURANTE | 5 645.62 | | 418.33 | | 5 227.29 |
| 781500 REP/PROV RISQ ET CHARGES | 3 203.00 | | 768 745.00 | 31 | -765 542.00 |
| 791000 TRANSFERT DE CHARGES | 3 011.60 | | 2 500.00 | | 511.60 |
| **Autres produits** | **11 860.22** | | **771 663.33** | **32** | **-759 803.11** |
| **Total** | [illegible] | | [illegible] | | [illegible] |
| **CONSOMMATIONS M/SES & MAT** | | | | | |
| 609700 RRRO/ACH MARCHANDISES | | | -54.85 | | 54.85 |
| **Achats de marchandises** | | | **-54.85** | | **54.85** |
| 603700 VARIAT STOCK MARCHANDISES | | | 14 000.00 | | -14 000.00 |
| **Variation de stock(m/ses)** | | | **14 000.00** | | **-14 000.00** |
| 604000 S/TRAITANCE PAU | | | 64 960.00 | 2 | -64 960.00 |
| 604001 S/TRAITANCE ARGENTEUIL | | | 2 285.00 | | -2 285.00 |
| 604002 S/TRAITANCE VILLEJUIF | | | 14 352.00 | | -14 352.00 |
| 604003 S/TAITANCE A.T. | 28 000.00 | 1 | 68 500.00 | 2 | -40 500.00 |
| 604005 S/TRAITANCE ST MALO | 69 380.00 | 4 | | | 69 380.00 |
| 606110 ELECTRICITE | 7 131.20 | | 6 289.99 | | 841.21 |
| 606120 EAU | 883.97 | | 894.72 | | -10.75 |
| 606310 DEVELOPPEMENT PHOTOS | 3 727.12 | | 26 249.51 | 1 | -22 522.39 |
| 606400 FOURNITURES DE BUREAU | 22 291.99 | 1 | 26 316.37 | 1 | -4 024.38 |
| 613200 LOCATION PARKING AEROPORT | 1 820.13 | | 8 009.16 | | -6 189.03 |
| 613500 LOCATIONS VEHICULES | 4 215.39 | | | | 4 215.39 |
| 613510 LOCATION DIVERS | | | 6 202.22 | | -6 202.22 |
| 615200 ENTRETIEN IMMOBILIER | | | 1 071.36 | | -1 071.36 |
| 615250 ENT. LOCAUX | 7 202.88 | | 23 032.81 | | -15 829.93 |
| 615510 ENTRETIEN MATERIEL | | | 764.49 | | -764.49 |
| 615600 MAINTENANCE PHOTOCOPIEUSE | 1 007.04 | | | | 1 007.04 |
| 616000 ASSURANCES MIXTE | 10 212.32 | | 5 748.05 | | 4 464.27 |
| 616100 ASSURANCES A.T/AUDIT/ING. | 20 184.00 | 1 | 19 194.00 | | 990.00 |
| 618100 DOCUMENTATION MIXTE | 515.48 | | 291.71 | | 223.77 |
| 618200 DOCUMENTATION A.T/AUDIT | | | 666.01 | | -666.01 |

.../...

| | du 01/01/01 au 31/12/01 | % C.A | du 01/01/00 au 31/12/00 | % C.A | Variation en valeur annuelle |
|---|---|---|---|---|---|
| 622600 HONORAIRES JURIDIQUE | 16 432.70 | 1 | 14 483.07 | | 1 949.63 |
| 622601 HONORAIRE CAB COMPTABLE | 36 858.78 | 2 | 35 929.94 | 1 | 928.84 |
| 623101 PUBLICITE | 79 683.02 | 5 | 179 164.93 | 7 | -99 481.91 |
| 623300 FOIRES EXPOSITIONS | 1 039.80 | | 34 616.79 | 1 | -33 576.99 |
| 623400 CADEAUX CLIENTS | 8 956.86 | | 20 192.00 | | -11 235.14 |
| 623700 ABONNEMENTS CLUB-INTERNET | 424.14 | | 743.71 | | -319.57 |
| 625015 FRAIS SZCPENIAK | | | 4 948.40 | | -4 948.40 |
| 625100 VOYAGES DEPLACEMENTS | 5 591.92 | | | | 5 591.92 |
| 625101 FRAIS MEROND | | | 3 035.88 | | -3 035.88 |
| 625102 FRAIS ROUCH | | | 100 077.11 | 4 | -100 077.11 |
| 625104 FRAIS SELECTOUR M.COLLOMB | 74 877.11 | 4 | 55 303.00 | 2 | 19 574.11 |
| 625109 FRS DEPL. BROUARD | | | 14 157.10 | | -14 157.10 |
| 625112 FRAIS DEPL. MEROND | | | 9 072.64 | | -9 072.64 |
| 625118 PEAGES IND.KM M.COLLOMB | 261 035.94 | 16 | 269 288.72 | 11 | -8 252.78 |
| 625120 FRAIS DEPLACT.MONTMORY | | | 4 041.74 | | -4 041.74 |
| 625600 MISSIONS | 10 041.63 | | | | 10 041.63 |
| 625700 RECEPTIONS | 1 633.00 | | 8 402.57 | | -6 769.57 |
| 625701 RECEPTIONS FORMATION | | | 5 195.00 | | -5 195.00 |
| 626100 FRAIS POSTAUX | 34 214.47 | 2 | 35 938.94 | 1 | -1 724.47 |
| 627500 SERVICES BANCAIRES | 1 570.57 | | 1 942.38 | | -371.81 |
| 628100 COTISATIONS | 21 528.00 | 1 | 19 742.76 | | 1 785.24 |
| **Autres achats & charges ext.** | **730 459.46** | **46** | **1 091 104.08** | **45** | **-360 644.62** |
| **Total** | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| **MARGE SUR M/SES & MAT** | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| **CHARGES** | | | | | |
| 631100 TAXES SUR SALAIRES | 50 066.83 | 3 | 60 724.00 | 2 | -10 657.17 |
| 631200 TAXE APPRENTISSAGE | 3 902.00 | | 5 287.00 | | -1 385.00 |
| 633300 PART FORM CONTINUE | 2 583.32 | | 3 556.80 | | -973.48 |
| 635110 TAXE PROFESSIONNELLE | 12 197.00 | | 13 280.00 | | -1 083.00 |
| 635120 TAXES FONCIERES | 9 155.98 | | 9 109.00 | | 46.98 |
| **Impôts,taxes et vers. assim.** | **77 905.13** | **5** | **91 956.80** | **3** | **-14 051.67** |
| 641100 SALAIRES | 794 864.58 | 51 | 1 075 210.02 | 44 | -280 345.44 |
| 641200 CONGES PAYES | -8 430.00 | | -23 197.00 | | 14 767.00 |
| 641300 REMBOURST CPAM | | | -7 666.40 | | 7 666.40 |
| 641400 CARTES ORANGE | 288.50 | | 1 930.00 | | -1 641.50 |
| 641500 IND.LICENCIEMENT | 13 666.20 | | | | 13 666.20 |
| **Salaires et traitements** | **800 389.28** | **51** | **1 046 276.62** | **43** | **-245 887.34** |
| 645100 URSSAF | 182 338.81 | 11 | 244 964.58 | 10 | -62 625.77 |
| 645200 MALAKOFF PREVOYANCE | 15 426.66 | | 17 355.72 | | -1 929.06 |
| 645310 CIRICA RET CADRE | 58 552.26 | 3 | 85 215.93 | 3 | -26 663.67 |
| 645320 RESURCA RET SALARIES | 29 889.16 | 1 | 18 343.50 | | 11 545.66 |
| 645400 COTIS.AUX ASSEDIC | 2 605.41 | | 26 310.94 | 1 | -23 705.53 |
| 647500 MEDECINE DU TRAVAIL | 420.54 | | 1 224.05 | | -803.51 |
| **Charges sociales** | **289 232.84** | **18** | **393 414.72** | **16** | **-104 181.88** |
| 681120 DOT.AMORT.IMMOB.INCORPOR. | | | 37 099.12 | 1 | -37 099.12 |

.../...

# DETAIL COMPTE DE RESULTAT

| | | du 01/01/01 au 31/12/01 | % C.A | du 01/01/00 au 31/12/00 | % C.A | Variation en valeur annuelle |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 681130 | DOT.AMORT.IMMOB.CORPOR. | 22 132.48 | 1 | | | 22 132.48 |
| 681500 | DOT.PROV.RISQ.ET CHARGES | | | 3 203.00 | | -3 203.00 |
| | **Amortissements et provisions** | **22 132.48** | **1** | **40 302.12** | **1** | **-18 169.64** |
| 651500 | REDEVANCE TELE | | | 751.00 | | -751.00 |
| 658000 | CHARGES GESTION COURANTE | 10.18 | | 1.33 | | 8.85 |
| | **Autres charges** | **10.18** | | **752.33** | | **-742.15** |
| | **Total** | **1 189 669.31** | **76** | **1 572 702.39** | **65** | **-383 032.68** |
| | **RESULTAT D'EXPLOITATION** | **-349 745.25** | **-22** | **501 877.18** | **20** | **-851 622.43** |
| 766000 | INTERETS OPTILION | | | 6 771.80 | | -6 771.80 |
| | **Produits financiers** | | | **6 771.80** | | **-6 771.80** |
| 661600 | AGIOS ET FRAIS ESCOMPTES | 336.37 | | 168.92 | | 167.45 |
| 665000 | ESCOMPTE ACCORDE | | | 156.71 | | -156.71 |
| 668100 | ECART EURO | 0.02 | | | | 0.02 |
| | **Charges financières** | **336.39** | | **325.63** | | **10.76** |
| | **Résultat financier** | **-336.39** | | **6 446.17** | | **-6 782.56** |
| | **RESULTAT COURANT** | **-350 081.64** | **-22** | **508 323.35** | **20** | **-858 405.99** |
| 771800 | PROFITS EXCEPT. DIVERS | 10 742.93 | | | | 10 742.93 |
| 775000 | PROD CESSION IMMOBILISAT. | 760 000.00 | 48 | | | 760 000.00 |
| | **Produits exceptionnels** | **770 742.93** | **49** | | | **770 742.93** |
| 671200 | PENALITES AMENDES DEDUCT. | 1 029.00 | | | | 1 029.00 |
| 671210 | PENAL.AMENDES.NON.DEDUCT. | | | 311 537.00 | 12 | -311 537.00 |
| 671800 | CHARGES EXCEPT. DIVERSES | 393 574.20 | 25 | | | 393 574.20 |
| 672000 | CHARGES EXERCICES ANTERIE | | | 178 821.53 | 7 | -178 821.53 |
| 675000 | VAL.NET.COMPT.IMMO.CEDEES | 312 877.14 | 20 | | | 312 877.14 |
| 678800 | CH.EXCEPT.PRORATA TVA | | | 2 609.32 | | -2 609.32 |
| | **Charges exceptionnelles** | **707 480.34** | **45** | **492 967.85** | **20** | **214 512.49** |
| | **Résult.exceptionnel** | **63 262.59** | **4** | **-492 967.85** | **-20** | **556 230.44** |
| 695000 | IMPOT SUR LES SOCIETES | 10 500.00 | | | | 10 500.00 |
| | **Impôts sur les bénéfices** | **10 500.00** | | | | **10 500.00** |
| | **RESULTAT DE L'EXERCICE** | **-297 320.05** | **-19** | **15 355.50** | | **-312 675.55** |

# COFITEX

**Société A Responsabilité Limité au Capital de 18.500 Euros**
**Siège Social : 23/25, Rue J.J. Rousseau – ABC Live - 75001 PARIS**
**340 058 197 RCS PARIS**

**DECLARATION ARTICLE 53 DU DECRET 84.406 DU 30 MAI 1984**

**Monsieur Bernard LE FALHER,**
Demeurant 13, Rue du Colonel Fabian 94110 Arceuil

Agissant en qualité d'associé de la Société **COFITEX**, Société A Responsabilité Limitée, au capital de 18.500 Euros.

Déclare et atteste que les sièges sociaux antérieurs de la Société COFITEX ont été les suivants :

| Adresse Siège | Greffe du Tribunal de Commerce | Date du transfert |
|---|---|---|
| – 3, Place de Vienne 67210 Obernai | SAVERNE | |
| – 46, Rue du Mercantour 78310 Maurepas | VERSAILLES | 01/07/1992 |
| – 23/25, Rue J.J. Rousseau 75001 Paris | PARIS | 25/02/2002 |

Fait en deux exemplaires
A Paris
Le 25/01/2002

**COFITEX**
S.A.R.L. au capital de 18.500 euros
46 rue du Mercantour – 78310 MAUREPAS
R.C.S. VERSAILLES B 339 360 554

# PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 17 JANVIER 2002

Les associés de la Société à Responsabilité Limitée sus-désignée se sont réunis au siège social en Assemblée Générale Extraordinaire, à 14 heures sur convocation de la gérance, conformément aux dispositions légales.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Odile WACH gérante, présente et acceptante,

Après avoir constaté qu'elle possède personnellement:
CENT TRENTE PARTS, ci..... 130 parts

La Présidente constate qu'est présente à l'assemblée :

Madame Madeleine BLANC
propriétaire de TROIS CENT SOIXANTE DIX PARTS, ci..... 370 parts

TOTAL DES PARTS REPRESENTEES..... 500 parts

Madame la Présidente, après avoir constaté que les associés présents représentent plus des trois quarts des parts sociales émises, a déclaré que l'Assemblée pouvait valablement délibérer et voter à la majorité requise.

Puis Madame la Présidente, rappelle que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant :

- Agrément de nouveaux associés et autorisation de cessions de parts sociales,

- questions diverses,

- pouvoirs à donner.

Puis Madame la Présidente dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée, les documents suivants:

- La feuille de présence,
- Le texte des résolutions proposées.

Madame la Présidente met successivement aux voix les résolutions figurant à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, ayant pris connaissance du souhait de Madame Madeleine BLANC et de Me Odile WACH, de céder l'intégralité des parts qu'elles détiennent au sein du capital de la société COFITEX à Monsieur Bernard LE FALHER et à la société LS DEVELOPPEMENT, agrée Monsieur LE FALHER et la société LS DEVELOPPEMENT en qualité de nouveaux associés et autorise lesdites cessions de parts.

*CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE*

DEUXIEME RESOLUTION

Les Associés donnent tout pouvoir au porteur d'une copie ou d'un extrait du Procès-verbal de la présente Assemblée afin d'effectuer toutes les formalités qu'il appartiendra notamment de dépôt.

*CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE*

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 15 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par la Présidente de séance, par tous les associés présents ou par leurs mandataires après lecture.

certifié conforme à l'original.

# COFITEX

## Société A Responsabilité Limité au Capital de 18.500 Euros
## Siège Social : 46, Rue de Mercantour 78310 MAUREPAS
## 339 360 554 RCS VERSAILLES

## PROCES-VERBAL
## DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
## Du 30 Janvier 2002

L'an deux mil deux,
Le trente janvier,
A 10 heures,
Au siège social,

Les associés de la Société COFITEX, société à responsabilité limitée au capital de 18.500 Euros, divisé en 500 parts de 37 Euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte sur convocation de la gérance.

La feuille de présence qui a été émargée par chaque associé, ou son représentant, en entrant en séance fait apparaître que sont présents ou représentés :

- Monsieur Bernard LE FALHER
- La Société LS Développement

Tous les associés étant présents ou représentés, l'Assemblée peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Bernard LE FALHER, associé.

Le Président rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

<u>ORDRE DU JOUR</u>

De la Compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire
- Modification de la gérance,

De la Compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire
- Mise à jour des statuts suite à cession de parts sociales,
- Transfert du siège social,
- Refonte des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs en vue des formalités.

LS

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.
- Le projet des statuts refondus.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes :

**PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée prend acte de la démission de Madame Odile WACH de ses fonctions de gérante à compter du 30 Janvier 2002.

L'Assemblée Générale nomme Monsieur Bernard LE FALHER, demeurant, 13, Rue du Colonel FABIAN 94110 ARCUEIL, en qualité de gérant à compter 30 Janvier 2002. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera amenée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 Décembre 2002.

Monsieur Bernard LE FALHER déclare accepter les fonctions de gérant et n'être frappé par aucune mesure ou disposition susceptible de lui interdire l'exercice desdites fonctions.

Cette résolution est adoptée

**DEUXIEME RESOLUTION**

La collectivité des associés prend acte des cessions de parts intervenus entre Mesdames Madeleine BLANC et Odile WACH au profit de Monsieur Bernard LE FALHER et de la Société LS Développement, et décide de modifier l'article 7 des statuts, qui sera désormais rédigé de la manière suivante :

*« ARTICLE 7 – CAPITAL*

*Le capital social est fixé à 18.500 Euros, divisé en 500 parts sociales de 37 Euros chacune, entièrement libérées et réparties ainsi qu'il suit entre les associés :*

| | |
|---|---|
| • *A Monsieur Bernard LE FALHER à concurrence de* | *250 parts* |
| • *A la Société LS Développement à concurrence de* | *250 parts* |
| *Total égal au nombre de parts composant le capital social, soit CINQ CENTS PARTS parts, ci* | *500 parts »* |

Cette résolution est adoptée

LS

## TROISIEME RESOLUTION

Sur proposition du Gérant, la collectivité des associés, décide de transférer le siège social de la société du 46, Rue de Mercantour 78310 Maurepas au 23/25, Rue Jean-Jacques ROUSSEAU – ABC Live – 75001 Paris à compter du 25 Février 2002.

L'article 5 des statuts sera désormais rédigé de la manière suivante :

*« ARTICLE 5 – CAPITAL*

*Le siège social est fixé : 23/25, Rue Jean Jacques Rousseau - ABC Live - 75001 Paris*
*Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville ou d'un département limitrophe, par simple décision de la gérance qui dans ce cas, est autorisé à modifier les statuts en conséquence, et partout ailleurs par décision collective des associés.* »

Cette résolution est adoptée

## QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de refondre purement et simplement les statuts sociaux, pour tenir compte des dispositions nouvelles consécutives à la loi NRE du 15/05/2001 et de la nouvelle codification du Code de Commerce sur les sociétés commerciales.

Et adopte, article par article, le texte qui lui est proposé.

Cette résolution est adoptée

## CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée

## CLOTURE

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés ou leurs mandataires.

**Le Gérant**
**Bernard LE FALHER**

**Pour LS Développement**
**Luc SITTER**